

SUD éducation 93 a été alerté par des équipes enseignantes de différents collèges du département d'une pratique qui s'apparente à une fraude concernant le Livret Scolaire Unique Numérique.

Certaines directions d'établissements auraient, après les conseils de classe de 3<sup>e</sup> et en dépit du travail de validation fait par les équipes enseignantes, modifié la validation des items du livret de manière à ce que les élèves aient au minimum 320 points de contrôle continu pour le Diplôme National du Brevet.

SUD éducation 93 dénonce cette pratique qui, si elle s'avérait réelle, poserait de nombreux problèmes et soulèverait de nombreuses questions.

Si certaines équipes ont opté pour le boycott et n'ont pas validé le LSUN, d'autres y ont consacré un temps important toute l'année. Ce travail de répartition et de validation des items est aujourd'hui rendu inutile par ces modifications arbitraires. C'est à une véritable dépossession que nous assistons, un véritable mépris institutionnel. À quoi bon demander aux équipes d'adapter leurs pratiques, d'imaginer des modalités de validation du livret, de se réunir de longues heures, de débattre en conseil de classe ou de transformer leurs notes en compétences si c'est pour finalement les valider automatiquement ? Quel est le sens de ce travail, où sont passés les arguments pédagogiques ?

Il s'agit pour nous d'une preuve supplémentaire que ce livret n'est pas pensé ni mis en œuvre pour le bénéfice des élèves, mais qu'il relève bien d'une autre logique.

Cette logique, déjà à l'œuvre pour les bacs professionnels et les CAP, casse le cadre national des diplômes et le remplace par un contrôle continu évalué localement, et le cas échéant validé en partie automatiquement. À terme, les diplômes ainsi que le LSUN n'auront de valeur qu'en fonction de leur lieu d'obtention, et entre un brevet obtenu dans un collège parisien et celui obtenu dans un collège de Seine-Saint-Denis le choix sera vite fait.

C'est aussi pour cette raison que nous nous opposons au LSUN dans son ensemble. Cette usine à gaz se révèle être une machine à mettre en concurrence les individus et les établissements.

Sans se soucier une seule seconde de notre travail sur le terrain, du sens de notre métier et de ce que veut dire enseigner, les ministères successifs poursuivent le fichage généralisé des élèves et cassent les cadres collectifs.

Il va sans dire qu'ils ne se priveront pas de communiquer sur un taux de réussite au brevet toujours plus haut. Ils prétendront alors que la France éduque sa jeunesse, mène toute une classe d'âge ou presque au brevet puis au bac, et que l'école ne va pas si mal.

Pourtant nous savons, nous qui sommes tous les jours dans les classes, que c'est de moyens humains dont nous avons besoin et non de ces réformes libérales ni de ces manipulations de chiffres.

**Pour une école bienveillante et émancipatrice il faut des adultes formés devant les élèves, des effectifs réduits pour toutes et tous, une évaluation formatrice et non-excluante, dont l'objectif n'est pas de classer, normaliser, fichier puis éliminer, mais de faire progresser chacun-e.**